

Art. 6. Sont dispensés de l'épreuve artistique prévue à l'article 5, 2°, les porteurs d'un diplôme ou certificat d'enseignement artistique secondaire supérieur ou d'un enseignement reconnu équivalent.

Art. 7. Le règlement organique de l'établissement est arrêté par Nous. Notre Ministre de l'Education nationale, membre de l'Exécutif de la Communauté française, en approuve le règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. Notre Ministre de l'Education nationale, membre de l'Exécutif de la Communauté française détermine les matières d'enseignement et fixe les programmes et horaires applicables à partir de l'année scolaire 1979-1980 dans les quatre premières années d'études.

Il fixe également pour la cinquième année d'études, qui sera organisée à partir de 1980-1981.

A titre transitoire : les matières, programmes et horaires de 2e année, prévus au cours de l'année scolaire 1978-1979 demeurent d'application en 1979-1980; les matières, programmes et horaires de 3e année prévus en 1978-1979 demeurent d'application en 1979-1980 et 1980-1981.

De même à la demande des élèves qui ont commencé leurs études dans l'établissement au plus tard en 1978-1979 une quatrième année d'études peut être organisée jusqu'en 1982-1983 comportant les matières, programmes et horaires prévus en 1978-1979.

A l'issue de celle-ci, un diplôme peut être délivré à ces élèves selon les dispositions en vigueur en 1978-1979.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1976 en ce qui concerne les articles 1er, 2 et 4 et le 1er octobre 1979 en ce qui concerne les autres articles.

Art. 10. Notre Ministre de l'Education nationale, membre de l'Exécutif de la Communauté française, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1979.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
Ph. BUSQUIN

F. 81 — 624

27 MARS 1981. — Arrêté ministériel déterminant les procédures de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse

Le Ministre de la Communauté française.

Vu le décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, notamment les articles 5 et 12, § 1er;

Vu l'avis du Conseil de la Jeunesse d'expression française donné le 5 décembre 1980;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 21 janvier 1981;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1er. L'association qui sollicite sa reconnaissance comme organisation de jeunesse ou le groupe qui sollicite sa reconnaissance comme groupement de jeunesse, en introduit la demande en même temps auprès du Ministre qui a la politique de la jeunesse dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre, et auprès du Conseil de la Jeunesse d'expression française, ci-après dénommé le Conseil.

L'association ou le groupe utilise à cette fin les formules qui lui sont fournies gratuitement en deux exemplaires par l'administration. Il y joint tous documents qu'il juge utiles.

Art. 2. Quand l'administration est en possession des renseignements et des documents demandés, elle informe l'association ou le groupe intéressé que sa demande est prise en considération et elle lui indique le nom et l'adresse du membre des services d'inspection, ci-après dénommé l'inspecteur, chargé d'examiner la demande et de donner un avis à son sujet.

Art. 6. Zijn vrijgesteld van het in artikel 5, 2° bedoelde examen over kunst, de houders van een diploma of getuigschrift van het artistieke hoger secundair onderwijs of van een als gelijkwaardig erkend onderwijs.

Art. 7. Het organiek reglement van de inrichting wordt door Ons vastgesteld. Onze Minister van Nationale Opvoeding, lid van de Franse Gemeenschapsexecutieve keurt het huishoudelijk reglement goed.

Art. 8. Onze Minister van Nationale Opvoeding lid van de Franse gemeenschapsexecutieve bepaalt de leerstof en stelt de leerplannen en de lesroosters vast die vanaf het schooljaar 1979-1980 in de eerste vier jaren studie van toepassing zijn.

Hij stelt ze ook vast voor het vijfde jaarstudie dat vanaf 1980-1981 zal worden georganiseerd.

Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de voor het schooljaar 1978-1979 vakken, leerplannen en lesroosters van het tweede jaar van toepassing voor 1979-1980, de voor in 1978-1979 geldende vakken, leerplannen en lesroosters van het derde jaar van toepassing in 1979-1980 en 1980-1981.

Zo ook kan, op aanvraag van de studenten die hun studies uiterlijk in 1978-1979, in de inrichting hebben aangevakt tot 1982-1983 een vierde jaar studiejaar worden georganiseerd met de vakken, leerplannen en lesroosters die voor 1978-1979.

Op het einde ervan kan aan deze studenten een diploma worden uitgereikt volgen de bepalingen van kracht in 1978-1979.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1976 voor de artikelen 1, 2 en 4 en van 1 oktober 1979 voor de andere artikelen.

Art. 10. Onze Minister van Nationale Opvoeding, lid van de Franse gemeenschapsexecutieve is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 december 1979.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Nationale Opvoeding,
Ph. BUSQUIN

N. 81 — 624

27 MAART 1981. — Ministerieel besluit dat de procedures voor het erkennen en voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt

De Minister van de Franstalige Cultuurgemeenschap,

Gezien het decreet van 20 juni 1980 dat de voorwaarden voor het erkennen en voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaalt, en meer bepaald artikels 5 en 12, § 1;

Gezien het advies van de Franstalige Jeugdraad van 5 december 1980;

Gezien de beraadslaging van het Uitvoerend Comité van de Franstalige Cultuurgemeenschap van 21 januari 1981;

Gezien het advies van de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. De vereniging die vraagt te worden erkend als jeugdvereniging of de groep die vraagt te worden erkend als jeugdgroepering, moet de aanvraag terzelfder tijd indienen bij de Minister die bevoegd is voor het jeugdbeleid, hierna de Minister genoemd, en bij de Franstalige Jeugdraad, hierna de Raad genoemd.

De vereniging of de groep moet hiervoor de formulieren gebruiken die gratis door de administratie in duplo ter beschikking worden gesteld en moet er alle nuttig geachte documenten bijvoegen.

Art. 2. Wanneer de administratie in het bezit is van de gevraagde inlichtingen en documenten, brengt zij de betrokken vereniging of groep ervan op de hoogte dat de aanvraag in overweging wordt genomen en geeft zij naam en adres op van het lid van de inspectiedienst, hierna de inspecteur genoemd, die gelast is de aanvraag te onderzoeken en ter zake advies uit te brengen.

A partir de ce moment et jusqu'à la décision du Ministre, l'association ou le groupe est tenu d'informer l'inspecteur du lieu et de la date de chacune de ses activités et de lui communiquer un exemplaire des documents et publications adressés à ses membres.

Art. 3. Dès réception du dossier, le Conseil de la Jeunesse d'expression française entame, selon la procédure qu'il définit dans son règlement d'ordre intérieur, les procédures qui lui permettent de préparer son avis. Le Conseil informe l'inspecteur désigné du nom du membre chargé de suivre le dossier.

De manière générale et permanente, l'administration tient le Conseil de la Jeunesse d'expression française au courant de tous éléments de nature à permettre à celui-ci de préparer la formulation de son avis; en particulier, l'inspecteur chargé d'examiner la demande exerce sa mission en veillant à l'information du membre du Conseil désigné par celui-ci pour suivre le dossier.

Art. 4. L'administration soumet le dossier au Conseil, en y joignant le rapport de l'inspecteur et une proposition de décision.

Le Conseil entend l'association ou le groupe, ou l'invite à formuler ses observations par écrit.

Le Conseil est tenu de donner son avis dans les trois mois de la réception du rapport de l'inspecteur. A défaut, l'avis est réputé conforme à la proposition de l'administration.

Art. 5. L'administration informe l'association ou le groupe de la date et du contenu de la proposition soumise au Ministre. Elle lui donne également connaissance de l'avis du Conseil.

Art. 6. La reconnaissance produit ses effets le 1er juillet qui suit la date à laquelle la demande a été prise en considération.

Le Ministre peut fixer une autre date sur proposition du Conseil.

La décision du Ministre est notifiée à l'association ou au groupe.

Art. 7. Les organisations de jeunesse et les groupements de jeunesse doivent, pour conserver la reconnaissance, communiquer annuellement au Service de la Jeunesse :

- la composition de leurs organes dirigeants;
- toute modification des statuts, du règlement d'ordre intérieur ou du nombre des sections affiliées;
- un rapport moral d'activité.

Ils doivent également accepter toute visite des services d'inspection.

Art. 8. Pour le renouvellement ou la confirmation de la reconnaissance, les organisations et les groupements de jeunesse fournissent en deux exemplaires, adressés l'un au Service de la Jeunesse, l'autre au Conseil de la Jeunesse d'expression française au plus tard deux mois avant l'échéance de la période triennale ou biennale en cause, un rapport qui, outre les données prévues à l'article 7 ci-dessus, comprend un rapport d'évaluation de la période écoulée et un document d'orientation à moyen terme de ses objectifs et activités.

La procédure relative à un renouvellement ou à une confirmation de reconnaissance est identique à celle relative à une première reconnaissance.

Le renouvellement ou la confirmation de reconnaissance est accordé d'office si un refus n'a pas été notifié à l'organisation ou au groupement dans les trois mois qui suivent l'expiration de la reconnaissance précédente.

Art. 9. Le retrait d'une reconnaissance avant sa date normale d'expiration est subordonné aux conditions suivantes :

- a) le Ministre doit disposer d'un rapport des services d'inspection constatant qu'une ou plusieurs des conditions de reconnaissance ont cessé d'être remplies pendant au moins trois mois et émettant un avis sur l'opportunité du retrait;
- b) le rapport des services d'inspection doit avoir été porté à la connaissance de l'organisation ou du groupement de jeunesse;
- c) l'organisation ou le groupement de jeunesse doit avoir été entendu, à sa demande, par le Conseil;
- d) l'organisation ou le groupement de jeunesse doit avoir eu connaissance de l'avis du Conseil.

Vanaf dat ogenblik tot aan de beslissing van de Minister, moet de vereniging of groep de inspecteur inlichten over de plaats en de datum van elke activiteit, en moet deze laatste een exemplaar ontvangen van de documenten en publicaties die naar de leden worden gestuurd.

Art. 3. Zodra de Franstalige Jeugd Raad het dossier ontvangen heeft, leidt hij, volgens de procedure die in het huishoudelijk reglement is bepaald, de procedures in die het mogelijk maken een advies te geven. De Raad licht de inspecteur in over de naam van het lid dat met de opvolging van het dossier is belast.

De administratie houdt de Franstalige Jeugd Raad algemeen en permanent op de hoogte van alle elementen die van nut kunnen zijn bij het voorbereiden van het uitbrengen van advies; meer bepaald zal de inspecteur, belast met het onderzoek van de aanvraag, bij het vervullen van zijn taak erop letten dat het lid van de Raad, die door deze laatste werd aangeduid om het dossier op te volgen, wordt ingelicht.

Art. 4. De administratie legt het dossier voor aan de Raad en voegt er het verslag van de inspecteur en het voorstel tot beslissing bij.

De Raad hoort de vereniging of groep of verzoekt hen hun opmerkingen schriftelijk mee te delen.

De Raad moet zijn advies geven uiterlijk drie maanden nadat hij het verslag van de inspecteur heeft ontvangen. Geeft de Raad geen advies, dan wordt het geacht overeen te stemmen met het voorstel van de administratie.

Art. 5. De administratie licht de vereniging of groep in over de datum en de inhoud van het voorstel dat aan de Minister werd voorgelegd. Zij informeert hem eveneens over het advies van de Raad.

Art. 6. De erkenning wordt van kracht op 1 juli die volgt op de datum dat de aanvraag in aanmerking werd genomen.

Op voorstel van de Raad kan de Minister een andere datum bepalen.

De beslissing van de Minister wordt aan de vereniging of groep betekend.

Art. 7. De jeugdverenigingen en jeugdgroeperingen moeten, om hun erkenning te handhaven, jaarlijks aan de Jeugddienst meedelen :

- de samenstelling van de leidinggevende organen;
- elke wijziging in de statuten, het huishoudelijk reglement of in het aantal aangesloten secties;
- een moreel activiteitenverslag.

Zij moeten eveneens elk bezoek van de inspecteur mogelijk maken.

Art. 8. Voor de vernieuwing of bevestiging van de erkenning, moeten de jeugdverenigingen en -groeperingen in duplo, waarvan één naar de Jeugddienst, het andere naar de Franstalige Jeugd Raad, uiterlijk twee maanden na het vervallen van de twee- of driejaarlijkse periode, een verslag bezorgen dat, naast de gegevens voorzien onder artikel 7 hiervoor, een evaluatieverslag over de afgelopen periode en een oriënteringsdocument op middellange termijn van hun objectieven en activiteiten moet insluiten.

De vernieuwings- of bevestigingsprocedure van de erkenning is precies dezelfde als die voor de eerste erkenning.

De vernieuwing of bevestiging wordt automatisch toegekend wanneer aan de vereniging of groepering binnen drie maanden na het vervallen van de vorige erkenning geen weigering werd betekend.

Art. 9. De intrekking van de erkenning vóór de normale vervaldatum is ondergeschikt aan de volgende voorwaarden :

- a) de Minister moet beschikken over een verslag van de inspectiediensten, waarin wordt vastgesteld dat aan één of meerdere erkenningsvoorwaarden gedurende ten minste drie maanden niet meer werd voldaan en waarin een advies wordt gegeven omtrent de opportuniteit van de intrekking;
- b) het verslag van de inspectiediensten moet ter kennis van de jeugdvereniging of -groepering worden gebracht;
- c) de jeugdvereniging of -groepering moeten op hun verzoek door de Raad worden gehoord;
- d) de jeugdvereniging of -groepering moeten worden ingelicht over het advies van de Raad.

Art. 10. L'organisation ou le groupement reconnu qui souhaite un changement de la catégorie dans laquelle il est classé, introduit une demande appuyée de toutes pièces justificatives. La procédure administrative qui suit est identique à celle prévue pour la reconnaissance.

La modification de catégorie proposée par l'administration n'a lieu que conformément à la procédure prévue pour le retrait de la reconnaissance.

Art. 11. § 1er. Pour bénéficier des subventions annuelles ordinaires, les organisations de jeunesse doivent fournir à l'administration, sur des formules délivrées par celle-ci :

A. dans les trois mois qui suivent le début de chaque exercice d'activité :

a) un budget approuvé par les responsables de l'organisation, indiquant pour l'exercice les recettes et les dépenses à prendre en considération pour le calcul des subventions,

b) un programme d'activité indiquant les activités principales projetées au cours de l'exercice,

B. dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice d'activité :

a) un compte approuvé par les responsables de l'association, indiquant pour l'exercice les recettes et les dépenses prises en considération pour le calcul des subventions,

b) pour chaque membre du personnel pris en considération pour le calcul de l'intervention dans les dépenses de personnel, une attestation signée par l'intéressé et portant

— ses nom, prénoms et adresse;

— le début et la fin de son activité si celle-ci a commencé ou pris fin en cours d'exercice;

— le montant de la rémunération payée durant l'exercice;

— le numéro d'inscription de l'employeur à l'O.N.S.S.

§ 2. Les organisations de jeunesse doivent tenir à la disposition de l'administration et lui fournir en copie, à sa demande, les pièces justificatives de toute dépense figurant dans les documents mentionnés au § 1er.

§ 3. Sauf cas de forme majeure, tout retard dans la fourniture des documents mentionnés aux §§ 1er et 2 a pour effet la perte du droit aux subventions pour l'exercice de référence.

Bruxelles, le 27 mars 1981.

M. HANSENNE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 81 — 625

6 AVRIL 1981. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées (1)

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'arrêté royal du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées, notamment les articles 1er, 2 et 7;

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1962 relatif au personnel navigant des forces armées, modifié par les arrêtés ministériels des 4 mai 1966, 7 septembre 1972 et 11 juillet 1975;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal du 27 février 1962, *Moniteur belge* du 10 mars 1962.

Arrêté ministériel du 27 février 1962, *Moniteur belge* du 10 mars 1962.

Arrêté ministériel du 4 mai 1966, *Moniteur belge* du 17 mai 1966.

Arrêté ministériel du 7 septembre 1972, *Moniteur belge* du 27 septembre 1972.

Arrêté ministériel du 11 juillet 1975, *Moniteur belge* du 4 octobre 1975.

Art. 10. De erkende vereniging of groepering die een verandering wenst van de categorie waarin zij zijn geklasseerd, moeten een aanvraag indienen met de justificatoire stukken. De te volgen administratieve procedure is precies dezelfde als die voor de erkenning.

De door de administratie voorgestelde categorieverandering gebeurt conform de procedure voor het intrekken van de erkenning.

Art. 11. § 1. Om te kunnen genieten van de gewone jaarlijkse toelage, moeten de jeugdverenigingen aan de administratie, door middel van de door deze laatste ter beschikking gestelde documenten, de volgende inlichtingen bezorgen :

A. binnen drie maanden na het begin van het activiteitsjaar :

a) een door de verantwoordelijken van de vereniging goedgekeurde begroting, met aanduiding van de voor de toelagerekening in aanmerking te nemen ontvangsten en uitgaven;

b) een activiteitenprogramma met de belangrijkste activiteiten die voor het boekjaar worden vooropgesteld;

B. binnen drie maanden na het einde van het activiteitsjaar :

a) een door de verantwoordelijken van de vereniging goedgekeurde rekening, met aanduiding van de voor de toelagerekening in aanmerking genomen ontvangsten en uitgaven;

b) voor elke personeelslid dat voor de berekening van de tussenkomst in de personeelskosten in aanmerking werd genomen, een door de betrokkenen ondertekend attest met de volgende inlichtingen :

— naam, voornamen en adres;

— begin en einde van de activiteit, indien deze laatste begon en eindigde in de loop van het boekjaar;

— het bedrag van de gedurende het boekjaar uitgekeerde vergoeding;

— het inschrijvingsnummer van de werkgever bij de R.S.Z.

§ 2. De jeugdverenigingen moeten de justificatoire stukken van alle uitgaven die voorkomen op de documenten waarvan sprake in § 1, ter beschikking houden en op haar aanvraag een copie ervan bezorgen.

§ 3. Behalve in geval van overmacht, leidt elke vertraging in de aflevering van de in §§ 1 en 2 bedoelde documenten tot het verlies van het recht op toelagen voor het betrokken boekjaar.

Brussel, 27 maart 1981.

M. HANSENNE

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 81 — 625

6 APRIL 1981. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmacht (1)

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen, inzonderheid op de artikelen 1, 2 en 7;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 februari 1962 betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4 mei 1966, 7 september 1972 en 11 juli 1975;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit van 27 februari 1962, *Belgisch Staatsblad* van 10 maart 1962.

Ministerieel besluit van 27 februari 1962, *Belgisch Staatsblad* van 10 maart 1962.

Ministerieel besluit van 4 mei 1966, *Belgisch Staatsblad* van 17 mei 1966.

Ministerieel besluit van 7 september 1972, *Belgisch Staatsblad* van 27 september 1972.

Ministerieel besluit van 11 juli 1975, *Belgisch Staatsblad* van 4 oktober 1975.